

<http://ujfp.org/spip.php?article5666>



Dans une résolution historique, le Parti démocrate de Californie dénonce le soutien américain à l'occupation israélienne

AURDIP

Association des Universitaires pour le Respect
du Droit International en Palestine

Date de mise en ligne : mercredi 31 mai 2017

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Publié par l'AURDIP, le 27 mai 2017.

Le Parti démocrate de Californie vient d'adopter, lors d'une convention nationale tenue du 19 au 21 mai 2017 à Sacramento, une résolution historique. Celle-ci commence par déplorer que par le passé, les différentes administrations états-uniennes n'aient rien fait, mis à part quelques simagrées épisodiques, pour « prendre des mesures concrètes afin de changer le statu quo et d'enclencher un processus de paix véritable » en Israël-Palestine.



La résolution invite en conséquence les Démocrates à favoriser « une politique des États-Unis qui travaillerait avec les Nations-Unies et d'autres organismes internationaux, ainsi qu'avec Israël et les représentants du peuple palestinien, visant à mettre en place une paix juste fondée sur une égalité et une sécurité pleines et entières pour les Juifs Israéliens et les Palestiniens aussi bien, ainsi que sur les droits de l'homme et le droit international ».

La résolution prolonge ainsi de manière significative les mots de Bernie Sanders prononcés en 2016 : « La paix signifie aussi la sécurité pour chaque Palestinien. Elle signifie l'auto-détermination, les droits civiques et une situation économique viable pour le peuple palestinien ».

De même, la résolution combat explicitement les tentatives israéliennes pour criminaliser le débat sur le Proche-Orient en entravant la liberté civique et académique de critiquer la politique israélienne.

Le Parti Démocrate de Californie, dorénavant, « rejette toute tentative pour restreindre ou décourager un discours public et ouvert sur des questions touchant à Israël et à la Palestine ; il désavoue la confusion entretenue entre la critique de la politique d'un pays et la haine de son peuple ; il condamne toute introduction d'éléments de langage antisémites ou islamophobes dans le débat ; il s'oppose à toute tentative pour restreindre ou pénaliser quiconque exerçant son droit d'exprimer ses opinions en recourant à l'action non-violente pour influencer sur le cours des choses ».